NATIONS
UNIES

A S

Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/41/445
S/18204
7 juillet 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante et unième session
Point 33 de la liste préliminaire*
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

CONSEIL DE SECURITE
Quarante et unième année

Lettre datée du 7 juin 1986, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent par intérim du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du message adressé par S. Exc. le président José Sarney à la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste (voir annexe), tenue à Paris du 16 au 20 juin 1986, tel qu'il figure dans les versions anglaise et française du document A/CONF.137/INF/3/Add.2. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de ce message comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent par intérim
du Brésil auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

(Signé) Sergio M. THOMPSON-FLORES

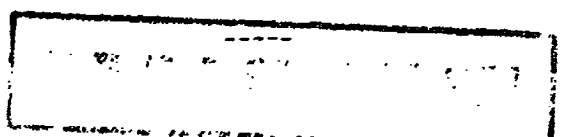
* A/41/50/Rev.1 et Corr.1.

ANNEXE

Message daté du 16 juin 1986, adressé à la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste par le Président du Brésil

La réalisation de la Conférence mondiale sur les sactions contre l'Afrique du Sud raciste est un événement de la plus haute signification. Elle marque, en outre, une importante contribution de la communauté internationale au renforcement des tendances vers l'élimination totale du régime unique de l'apartheid. D'autre part, elle attire l'attention de l'ensemble des nations, de l'opinion publique mondiale et de tous ceux qui, hommes et femmes, croient fondamentalement aux postulats de l'égalité raciale et d'une commune dignité humaine, sur l'injustice et le scandale que cristallise la persistance, à notre époque, du seul régime politique qui s'appuie sur le plus vil système de ségrégation raciale institutionnalisé.

Au nom d'un peuple, et en tant que représentant d'une société et d'un Etat qui ont cherché, au long de leur histoire, à renforcer la démocratie, non seulement sur le plan politique et social, mais aussi sur le plan racial, je réaffirme notre rejet total du système raciste de domination qui règne en Afrique du Sud et en Namibie, et l'appui intégral de la société et de l'Etat brésiliens aux patriotes sud-africains. Par l'entremise d'un vaste circuit d'alliances qui comporte des organisations religieuses, syndicales, culturelles et politiques, ils multiplient les efforts et les sacrifices avec un courage et une persistance admirable, afin de créer, dans un avenir qui est maintenant en vue, une nouvelle Afrique du Sud, effectivement pluraliste, démocratique, délivrée du cauchemar du racisme et de la réalité sanglante du présent.

Les efforts du peuple sud-africain lui-même constituent la résistance essentielle au racisme et à l'injustice. Le désir de vivre une véritable paix politique, et dans un climat d'égalité raciale, est une force puissante. Les objectifs démocratiques qui inspirent aujourd'hui la majorité de la population sud-africaine seront certainement atteints. Mais l'élimination de l'apartheid se fera à un rythme différent, dans la mesure où la communauté internationale décidera de renforcer les mécanismes et l'ampleur des sanctions qui doivent être appliqués au régime de Pretoria.

Le Gouvernement du Brésil a systématiquement donné son appui aux sanctions imposées à l'Afrique du Sud. Mieux encore : il a opté, unilatéralement, pour des mesures chaque fois plus strictes, qui traduisent son total désaccord envers le racisme sud-africain. La condamnation du système de l'apartheid, de l'occupation coloniale de la Namibie et des politiques de déstabilisation que l'Afrique du Sud mène contre les pays de la ligne de front a invariablement caractérisé la conduite de la politique extérieure brésilienne, et exprime le sentiment unanime de notre société. C'est pourquoi, les décisions qui pourront être prises par cette conférence en vue d'accélérer les transformations de la situation en vigueur en Afrique australe, et de promouvoir la paix et la justice dans cette région, auront toujours le ferme appui de la nation brésilienne.